



Déclaration liminaire de la FSU Savoie CSA-D du 25 Mars 2025

Monsieur le Directeur académique de la Savoie, Mesdames et Messieurs les membres du CSA-D,

La rentrée 2025 se prépare dans les collèges, une énième fois, sans cadre réglementaire quant aux mesures du « choc des savoirs » et dans des contextes politique et économique plus qu'inquiétants et incertains.

Le 30 janvier, le Conseil supérieur de l'Éducation a voté quasi unanimement contre les nouveaux projets de textes sur les groupes de niveau. Un récent article du Monde montre par ailleurs que les élèves regroupé-es dans les groupes « faibles » ne travaillent pas forcément en effectif réduit et étudient parfois le programme de CE₂ tandis que les autres groupes avancent rapidement. Nous déplorons aussi le climat de concurrence entre groupes et entre collègues que nous constatons dans les établissements, les collègues en souffrent, les élèves en pâtissent. Dans ce contexte, la Ministre a même exposé ses doutes devant le Sénat : « quand on prend des élèves [en situation de handicap], des élèves allophones, des élèves qui sont plus faibles, et qu'on les regroupe [...], je ne suis pas sûre qu'on donne le maximum de chances aux élèves qui étaient les plus faibles de rattraper un jour les moyens et les bons ».

Alors quand personne n'y croit plus et qu'on concède que les enfants ne s'élèvent pas comme les poireaux : va-t-on s'entêter à forcer les équipes à mettre en place une réforme non réglementaire, qui renforce les inégalités scolaires et sociales déjà existantes entre les élèves, qui désorganise nos établissements, qui épuise les équipes ?

La dégradation des conditions de travail des collègues, constatée en formation spécialisée (académique et nationale) se poursuit et son impact est sans appel : 2 848 candidat-es en moins par rapport aux sessions 2024 pour les concours de recrutement du 2nd degré. Tous les concours sont touchés, même les agrégations alors qu'elles donnent accès au statut le plus favorable pour les futur-es enseignant-es. C'est le signe que la crise d'attractivité de nos métiers franchit un cap supplémentaire. La session 2025 ne fera pas le plein et cette désaffection pour les métiers du second degré montre l'échec des politiques successives de l'institution pour assurer les missions du service public d'éducation.

Le plus beau métier du monde n'attire plus alors que les manques sont alarmants. Partout des remplacements impossibles, des pansements ici ou là, encore 7 offres sur France Travail pour la Savoie en ce mois de mars.

Dérogatoire, le recours aux contractuel·les est devenu massif dans la fonction publique : aujourd'hui plus d'un agent sur cinq est contractuel, plus d'un enseignant du secondaire sur dix !

Selon un rapport de la Cour des comptes publié fin octobre 2024, le besoin de recrutement d'enseignants à l'horizon 2030 est estimé à 328 000.

Le récent rapport de *France stratégie* pointe la désaffection pour la Fonction publique que les politiques salariales et managériales ont mises en œuvre.

Et face à ce constat terrifiant, ces mêmes politiques se poursuivent ! Le ministère continue de supprimer des postes sous couvert de baisse d'effectifs. Mais personne n'est dupe : la politique de destruction d'emplois n'a rien à voir avec le nombre d'élèves : elle s'intègre dans un modèle libéral qui vise à démanteler les services publics, ici l'éducation.

Pour la rentrée 2025, en Savoie 13 postes supprimés dont 9 par mesure de carte scolaire ; la balance est encore une fois négative avec 9 postes au total qui disparaissent. Les postes en complément de service restent quasi équivalents à l'an passé à un taux très élevé. Le mouvement s'annonce, une fois de plus, très compliqué pour les collègues. La baisse continue des postes impose une précarité de la pérennité à tel point que personne ne veut être le dernier arrivé.

La Cour des Comptes relève que « *certaines académies admettent chercher à fidéliser leurs contractuels, public plus volatil, en privilégiant leurs souhaits d'affectation par rapport à ceux des titulaires* ». Elle souligne les limites de cette politique : « *ce type de pratique, dont on comprend l'intérêt à court terme, est susceptible de dévitaliser à moyen terme les concours* ».

Les personnels titulaires se sentent méprisés et voient leurs conditions de travail se dégrader au fil des années : toujours plus d'élèves par classe, une charge de travail qui ne fait que croître, des missions exercées à titre bénévole, des projets pédagogiques avortés, une mobilité impossible, ...

Face à l'ampleur de l'échec, le Ministère et le rectorat restent aveugles. La feuille de route RH de notre académie répond avec ses éléments de langage managérial hors sol : favoriser la « Marque Éducation nationale » pour attirer les « nouveaux talents » en est un exemple scandaleux d'un vocabulaire entrepreneurial entrant dans le service public. Va-t-on traiter l'Éducation comme France telecom ou Radiofrance ?

L'école publique meurt de ce new management public ! Pensez-vous réellement qu'elle se relèvera avec une politique de cette sorte ? Croyez-vous sérieusement que les enseignant-es attendent cela ?

La volonté politique actuelle n'est pas à reconstruire l'école publique. Pour preuve : les budgets nationaux comme territoriaux s'inscrivent dans une austérité généralisée. Le service public d'éducation paie la dette tandis que l'argent coule à flots pour la défense, ou qu'il est

généreusement distribué, au maximum des dispositifs légaux, sans aucun contrôle ou presque, à une école privée sous contrat qui ne respecte pas les valeurs de la République.

Le contrôle de l'État et la fermeté face aux idées et mouvements réactionnaires qui attaquent et affaiblissent les valeurs de l'école publique ne sont pas à la hauteur des enjeux démocratiques.

Face à ces discours déconnectés des priorités, à ces politiques délétères, la FSU défendra sans relâche le service public d'éducation : attractivité par la revalorisation salariale, création de postes, transparence, actions sociales et logement, politiques de titularisation et de promotion des métiers du service public d'éducation.

À l'heure où des crises profondes sociales et démocratiques traversent notre société, le SNES et la FSU se battent pour reconstruire nos services publics, notre bien commun au service de l'intérêt général : seul rempart contre les obscurantismes et les politiques racistes et réactionnaires.